

Avis adopté

Séance plénière du 24 septembre 2025

La participation du public aux décisions impactant l'environnement

Déclaration des groupes Alternatives Sociales et Ecologiques (ASE) et Organisations Etudiantes et Mouvements de Jeunesse (OEMJ)

Nous le savons, nous sommes dans un contexte de défiance démocratique profonde. Et cela devient encore plus préoccupant quand il s'agit de décisions qui engagent notre avenir commun : celles qui concernent l'environnement. Ces décisions auront un impact pour l'ensemble de la société, et ce pour des générations.

Soyons lucides : la crise écologique est globale, mais ses conséquences sont profondément inégalitaires. Ce sont d'abord les plus précaires, celles et ceux qui vivent dans les territoires les plus enclavés ou les quartiers les plus exposés, qui subissent le plus durement pollution, raréfaction des ressources ou dérèglement climatique. Ce sont aussi les personnes les plus éloignées des processus de décision. Non par manque d'intérêt, mais parce que notre système produit de l'exclusion démocratique : auto-censure (car les personnes intériorisent les limites de ce qui leur est socialement permis), obstacles matériels, illettrisme, horaires décalés... autant de freins à leur participation.

Et pendant ce temps, des projets lourds de conséquences continuent d'être imposés sans véritable débat public : mégabassines, autoroute A69, LGV Lyon-Turin. Nous pensons aussi à la loi Duplomb, qui suscite une mobilisation massive mais peine à être réellement débattue.

La démocratie ne peut pas se réduire à un vote tous les cinq ans. Elle doit être une pratique vivante, ancrée dans les territoires, ouverte à toutes et tous. C'est un droit fondamental à participer aux décisions qui façonnent notre futur.

L'avis que nous examinons aujourd'hui va dans ce sens. Il rappelle que la participation des publics ne peut servir de caution démocratique fallacieuse, mais constituer un pilier de la démocratie à condition :

- D'inclure le plus grand nombre et donc d'être connue, généralisée et accessible. L'éducation et la formation des agents publics, des élus locaux et de tous les porteurs de projets, publics comme privés, prévues par les préconisations n°2 et 3, en sont un outil ;
- D'avoir les moyens d'exister et de se tenir dans de bonnes conditions, avec un soutien matériel et financier, comme l'appellent les préconisations n°6, 7 et 8 ;
- Et surtout d'être suivie d'effets. Nous le savons bien au CESE, la redevabilité est essentielle : les consultations doivent déboucher sur des réponses argumentées, voire sur l'intégration réelle des propositions. Les citoyennes et citoyens ne veulent pas seulement qu'on leur donne la parole, ils veulent être entendus et sentir que leur engagement compte. Nous saluons donc la préconisation n°9 sur la redevabilité et la n°17 sur la transparence des débats.

Nous soutenons particulièrement la préconisation n°23 : le référé-suspension doit avoir un effet suspensif dès la saisine du juge des référés. C'est une mesure indispensable pour restaurer la confiance entre les citoyennes, les citoyens et les institutions décisionnaires et juridictionnelles.

Mais il faut aller plus loin, notamment sur l'inclusion des classes populaires et des personnes minorisées. Les espaces de participation ne sont pas neutres : ils reflètent les dynamiques de domination présentes dans notre société. Il est urgent de penser une participation réellement inclusive et émancipatrice, ce qui suppose des changements structurels dans notre organisation sociale.

Enfin, comment conclure sur la participation des publics sans soutenir les partenariats entre plusieurs institutions qui ont fait du débat, de la consultation et du consensus leur expertise ? Ces instances, comme la CNDP et le CESE, gagneraient à créer des synergies entre elles. Il est primordial de défendre une vision de la démocratie participative plus élargie.

Nos groupes ont voté Pour. Nous avons remercié les rapporteur-es, le Président et l'ensemble de l'équipe administrative pour la qualité du travail mené.